



Etude des effets en termes de politique sociale résultant du champ d'application de l'accord-cadre européen sur la prévention des risques sanitaires dans le secteur de la coiffure

DG Emploi, affaires sociales et inclusion

Ordre de service n° VC/2010/1032

Contrat-cadre n° VT/2010/08, Identification n° 25

Synthèse

1 Introduction: Objectifs de l'étude et contexte politique

Ce document dresse une synthèse des résultats de l'étude sur « Les effets en termes de politique sociale résultant du champ d'application de l'accord-cadre européen sur la prévention des risques sanitaires dans le secteur de la coiffure », VC/2010/1032.

L'étude décrit la mise en œuvre d'un projet d'accord-cadre sur la « Prévention des risques pour la santé dans le secteur de la coiffure » qui a été négocié par les partenaires sociaux européens impliqués dans le Comité du secteur des services à la personne, Coiffure EU et Uni Europa.

Dans la partie 3 de l'accord, clause 1 sur la mise en application et l'entrée en vigueur du projet d'accord, les partenaires sociaux invitent la Commission européenne « à soumettre le présent accord-cadre à la décision du Conseil afin de le rendre contraignant dans les Etats membres de l'Union européenne ». La négociation de cet accord reposait sur le postulat qu'il serait contraignant à travers toute l'UE et serait applicable à tous les coiffeurs. La finalisation et la ratification de l'accord sont encore pendantes.

La finalité de cette étude est d'alimenter la décision des partenaires sociaux et de la Commission quant à la nécessité d'inclure les travailleurs indépendants dans le champ d'application de cet accord et quant aux types de travailleurs indépendants à inclure. C'est une décision importante dans la perspective du traité, vu que les dispositions relatives à l'environnement de travail et à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, que l'UE (et les partenaires sociaux) peut prendre au titre du traité (article 153) ne font spécifiquement référence qu'aux « travailleurs »¹. Ceci dit, dans d'autres actes législatifs de l'UE, adoptés par le Conseil, concernant les travailleurs des secteurs du transport maritime et de la construction, les travailleurs indépendants qui travaillent à côté de salariés sur le même lieu de travail sont, à divers degrés, couverts par les mêmes règlements visant à assurer une application efficace de la législation et de ses objectifs en matière de santé et de sécurité. On pourrait donc considérer qu'il en est de même pour certains travailleurs du secteur de la coiffure (ex. les soi-disant « *chair renters* », des locataires de fauteuils qui sont des coiffeurs indépendants travaillant dans des salons à côté de l'employeur et de ses salariés).

Les négociations des partenaires sociaux ne sont nullement tenues de respecter l'obligation formelle de mener des études d'impact étant donné qu'on considère qu'ils tiennent compte implicitement de tels impacts dans le processus de négociation. Il a donc été jugé important d'évaluer plus précisément les conséquences en termes de politique sociale des différentes options possibles pour le champ d'application de l'accord des partenaires sociaux et sa mise en œuvre. Les options considérées sont les suivantes:

- 1. l'accord ne couvre que les employeurs du secteur et leurs salariés;
- 2. l'accord couvre également les coiffeurs indépendants travaillant avec des travailleurs salariés et/ou employeurs dans le même salon;
- 3. l'accord couvre également les coiffeurs indépendants ayant leur propre salon dans un lieu fixe et n'ayant aucun salarié;
- 4. l'accord couvre également les coiffeurs mobiles (dans ce cas, cependant, la partie de l'accord concernant les locaux, les équipements et le mobilier des salons de coiffure ne serait pas applicable).

Les principaux impacts à évaluer étaient les suivants:

¹ L'article 153 du TFUE utilise le terme « travailleurs » à l'exception de la clause 1(b) sur les conditions de travail.

- les conséquences pour les grands objectifs de la politique sociale de l'UE – par exemple, la mesure dans laquelle l'application de certaines options pourrait entraîner la transformation d'emplois salariés en emplois indépendants moins protégés, voir même en emplois non déclarés, avec des conséquences sociales potentiellement négatives;
- la possibilité de distorsion de la concurrence dans le secteur de la coiffure;
- l'augmentation des accidents et des problèmes de santé dans les segments du secteur de la coiffure exclus de l'accord, qui ne serait pas compensée par des améliorations dans les segments du secteur où les dispositions de l'accord sont applicables. Les effets nets sur la santé au travail et les systèmes de sécurité sociale pourraient donc être négatifs;
- l'impact sur les dispositifs de formation (ex. cela pourrait décourager l'embauche de stagiaires par les propriétaires indépendants du fait qu'ils seraient alors tenus de respecter l'accord), ce qui augmente encore la difficulté de devenir employeur;
- l'impact sur la perception de cette profession par les consommateurs si, par exemple, certains coiffeurs sont tenus de porter des gants pour la coloration ou le lavage des cheveux, sans que cela soit obligatoire pour d'autres segments du secteur, à savoir les coiffeurs indépendants? Quelle influence auraient les différentes options de champ d'application sur le comportement des consommateurs en général?
- la question de la représentativité des travailleurs indépendants par les partenaires sociaux de l'UE: dans quelques pays, les travailleurs indépendants sont membres d'organisations patronales, tandis que dans d'autres ils appartiennent à des organisations syndicales ou encore à d'autres types d'organisations. Cela soulève la question de la « légitimité » des partenaires sociaux de l'UE à légiférer en leur nom².

Ces facteurs ont été passés en revue dans le cadre d'un examen du secteur dans huit pays de l'UE: Danemark, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Slovénie et Royaume-Uni.

² En 1996, la Cour européenne de justice (cas T-135/96) a décidé que l'accord-cadre sur le congé parental négocié entre BusinessEurope (ex-UNICE), l'ETUC et le CEEP était contraignant bien que l'UEAPME, l'organisation représentant les petites entreprises à l'échelle de l'UE, n'ait pas participé aux négociations.

2 Méthodologie et approche

Bien que, comme susdit, les accords entre les partenaires sociaux et la législation sur leur modalités d'exécution ne soient pas, conformément à l'article 155 (2) du TFEU, pleinement soumis à la procédure d'analyse d'impact, la méthodologie de cette étude se fonde sur les éléments clés des lignes directrices de la Commission européenne concernant l'analyse d'impact³, et en particulier ceux qui permettent d'évaluer les impacts sociaux dans le domaine de l'emploi et du marché du travail, les normes et les droits en matière de qualité des emplois, l'inclusion et la protection sociales de certaines catégories, l'égalité de traitement, l'égalité des chances et la non-discrimination, la protection sociale, la santé, les régimes de sécurité sociale et les systèmes éducatifs, ainsi que la santé et sécurité du public.

Des informations quantitatives et qualitatives ont été collectées pour cette étude, vu qu'il était clair dès le début que les données quantitatives sur le secteur étaient limitées. La recherche d'informations a compris un examen des données nationales et transnationales et une analyse documentaire, ainsi que des entretiens avec (60) parties prenantes ayant un rôle important à l'échelle de l'Etat membre. S'agissant de la disponibilité des données, il est important de souligner que les statistiques relatives à la structure économique, la situation de l'emploi, la santé et la sécurité dans le secteur variant fortement d'un pays à l'autre, il n'est pas possible de présenter les mêmes niveaux et qualité d'information pour tous les pays.

Dans la plupart des pays, le niveau des informations existantes sur la répartition des différents types d'emploi indépendant est très bas; en fait, rares sont les pays qui disposent de statistiques officielles (ou même d'estimations non officielles) notamment sur le nombre de loueurs de fauteuils ou sur les coiffeurs à domicile. Ces failles dans les données influent sur le niveau d'analyse possible, en particulier en ce qui concerne l'impact de la législation relative à la santé et à la sécurité sur les différents types d'emploi dans le secteur.

Le principal défi fut le manque de données comparables sur les accidents et les maladies professionnelles, et en particulier sur l'absence complète de données ventilées selon les différents segments du secteur (ex. salariés, différents types de travailleurs indépendants). A ce propos, les parties prenantes n'ont même pas été en mesure de fournir des témoignages anecdotiques dans la plupart des pays.

³ Lignes directrices de la Commission concernant l'analyse d'impact (janvier 2009), [Guidance for Assessing Social Impacts within the Commission Impact Assessment System](#) (en anglais)

3 Situation de départ et tendances économiques, du marché du travail, de la santé et de la sécurité dans le secteur de la coiffure

3.1 Structure économique du secteur

Les huit pays de l'étude totalisent un peu plus de 328 000 salons de coiffure. La structure économique du secteur est dominée par de petits salons ayant un chiffre d'affaire limité. Globalement près de deux tiers des entreprises de coiffure (61,8%) dans les huit pays étudiés sont des salons gérés par des travailleurs indépendants qui sont des propriétaires-exploitants n'ayant aucun employé. Cette domination des propriétaires-exploitants dans le secteur est particulièrement évidente en Hongrie et en Italie, où ce type d'entreprise représente la vaste majorité des établissements du secteur.

Dans l'ensemble, le secteur a connu une croissance importante du nombre d'entreprises au cours des dix dernières années (allant de 5,6 % à 48,6 %), due principalement à la hausse du nombre de salons exploités par leurs propriétaires sans l'aide de salariés. Le Danemark est le seul pays ayant enregistré une contraction du nombre d'entreprises et en Italie le nombre d'entreprises du secteur de la coiffure est resté plus ou moins stable. La crise économique a affecté les salons de coiffure sous forme d'une baisse de la fréquentation, les clients laissant passer plus de temps entre deux rendez-vous.

Outre l'augmentation du nombre de salons exploités par leur propriétaire, le nombre de grands salons de coiffure (chaînes et franchises) a progressé, alors que les entreprises de coiffure de taille moyenne ont perdu des parts de marché. Globalement, la proportion des franchises et des chaînes de salons dans le secteur est restée relativement limitée.

On manque de données sur l'incidence des locations de fauteuils et des services mobiles de coiffure dans la majorité des pays. La location de fauteuils semble plus courante au Royaume-Uni (bien qu'on n'en connaisse pas le nombre exact) et présente une légère tendance à la hausse dans d'autres pays. Elle est interdite au Danemark et en Italie, bien que l'année dernière certains syndicats italiens aient proposé de tester la location de fauteuils en tant que nouvelle forme d'emploi dans le secteur, mais aucun accord n'a encore été conclu. Les services mobiles de coiffure sont interdits par la loi en Slovaquie. En Italie, la loi ne permet pas les coiffeurs mobiles, mais autorise les services mobiles dans les centres de réhabilitation/soins ou dans un lieu choisi par le client (si le coiffeur a un salon déclaré).

Les services mobiles de coiffure représentent 23 % des emplois dans le secteur aux Pays-Bas et 6,4 % en France. En Allemagne, aucune donnée précise n'est disponible, mais les services mobiles de coiffure sont en progression; l'organisation patronale allemande du secteur estime qu'ils représentent près de 10 % de l'emploi indépendant dans le secteur. Du fait des évolutions démographiques et d'autres tendances socioéconomiques, c'est un phénomène qui se développe dans ces deux pays et dans d'autres (où cette pratique est autorisée). Tous les coiffeurs mobiles ne sont pas des travailleurs indépendants, certains, en particulier en France, ont un statut de salarié.

Les quelques informations disponibles sur les structures tarifaires semblent indiquer que les salons exploités par leurs propriétaires ont pratiqué des tarifs plus bas que les autres.

3.2 Tendances du marché du travail sectoriel

Les forces de travail du secteur de la coiffure représentent en général entre 0,4 % et 0,8 % de l'emploi total des pays étudiés.

L'emploi indépendant est beaucoup plus répandu dans le secteur de la coiffure que dans l'ensemble de l'économie. Les travailleurs indépendants représentent notamment une proportion importante des forces de travail du secteur en Hongrie. La plupart des pays ont connu une augmentation de la proportion des travailleurs indépendants dans l'ensemble des actifs du secteur.

Les forces de travail du secteur sont jeunes, majoritairement féminines et se caractérisent par des niveaux élevés d'emploi à temps partiel. Dans certains pays, neuf travailleurs du secteur sur dix sont des femmes. L'Italie est le seul pays couvert par l'étude présentant une plus grande mixité des forces de travail, les hommes y constituent 40 % de tous les coiffeurs. La proportion des travailleurs à temps partiel dans l'ensemble des forces de travail varie d'un taux élevé aux Pays-Bas (70 %) à des taux avoisinant les 10 % en Hongrie et en Slovaquie.

La rotation du personnel dans le secteur est élevée du fait notamment de la faiblesse des salaires. Les conditions de santé et de sécurité dans le secteur sont également mentionnées parmi les causes de départ.

Nombreux sont ceux qui considèrent que le travail non déclaré est un des principaux défis auxquels le secteur est confronté, avec les difficultés que cela induit pour les consommateurs, pour les entreprises opérant dans l'économie formelle et pour les travailleurs concernés.

3.3 Législation nationale relative à la santé et à la sécurité et situation de la santé et de la sécurité au travail dans le secteur de la coiffure

3.3.1 Couverture et contenu des règlements concernant la santé et la sécurité

Pour déterminer l'impact potentiel des différentes options relatives au champ d'application de l'accord-cadre sur la prévention des risques sanitaires dans le secteur de la coiffure, il est important de connaître la mesure dans laquelle les dispositions de l'accord-cadre diffèrent des dispositions législatives actuelles en matière de santé et de sécurité au travail au niveau national et de savoir quels sont les travailleurs couverts par cette législation.

Tous les pays couverts par l'étude ont mis en œuvre le cadre législatif promu par l'UE dans le domaine de la santé et la sécurité, ainsi que la directive sur les cosmétiques. Le Danemark et la Hongrie n'ont aucune réglementation complémentaire propre au secteur. L'Allemagne s'est dotée d'un règlement complémentaire détaillé spécifique, qui reflète fidèlement les dispositions de l'accord-cadre européen. La Slovaquie possède aussi une réglementation nationale spécifique au secteur. En France, il existe une réglementation complémentaire et des conventions collectives en vigueur dans le secteur de la coiffure. L'Italie a mis en place des réglementations sectorielles détaillées au niveau municipal. Les Pays-Bas disposent de conventions collectives concernant la santé et la sécurité qui sont propres au secteur.

Il faut souligner que dans tous les pays, à l'exception de la Hongrie et des Pays-Bas, les règlements existants concernant la santé et la sécurité au travail couvrent toutes les personnes actives du secteur. La France applique des dispositions différentes aux salariés et à certaines catégories de travailleurs indépendants (voir aussi le tableau [03.4](#) ci-dessous).

Une autre conclusion intéressante pour l'évaluation est que les parties prenantes de tous les pays étudiés considèrent que les dispositions actuelles relatives à la santé et à la sécurité reflètent déjà fidèlement les dispositions de l'accord-cadre européen, avec quelques exceptions (par exemple en ce qui concerne le passage de soins mouillés à soins secs et l'utilisation de certaines substances en France). Néanmoins, comme susdit, dans quelques pays tels que le Royaume-Uni, la Hongrie et la Slovaquie, ces dispositions sont plutôt générales (exigence d'évaluation des risques) tandis que dans d'autres pays elles sont très

détaillées, ce qui rend plus difficile l'évaluation de la mesure dans laquelle les dispositions existantes répondent aux exigences du projet d'accord-cadre.

3.3.2 Dispositions concernant l'assurance-maladie professionnelle

Comme indiqué plus haut, la mise en œuvre des différents champs d'application possibles de l'accord-cadre européen pourrait entraîner une distorsion des coûts des régimes professionnels d'assurance-maladie. Ainsi, par exemple, lorsque les systèmes d'assurance-maladie couvrent à la fois les salariés et les travailleurs indépendants, l'application de l'accord aux seuls salariés entraînerait des réductions de la fréquence des accidents du travail et des maladies professionnelles, qui est plus élevée parmi les travailleurs indépendants, et donc une distorsion du coût de ces assurances pour tout le secteur, bien que les statistiques relatives à leur fréquence s'améliorent dans certains segments du secteur. Il était donc important de savoir dans quelle mesure les salariés et les différents types de travailleurs indépendants du secteur sont couverts par les régimes obligatoires d'assurance-maladie nationaux.

L'étude a révélé que les régimes professionnels d'assurance-maladie sont régulés de manière différente à l'échelon national. Alors que les travailleurs indépendants sont couverts par les mêmes régimes que les salariés en Allemagne et en Slovénie, ils sont couverts par un système spécifique d'assurance obligatoire en France. Dans tous les autres pays, l'adhésion des travailleurs indépendants aux régimes professionnels d'assurance-maladie est facultative et les entretiens avec les acteurs concernés ont indiqué que la participation volontaire aux systèmes est plutôt faible parmi les coiffeurs indépendants.

Tableau 3.1 Salariés et travailleurs indépendants couverts par la législation nationale relative à la santé et à la sécurité et par les régimes obligatoires d'assurance maladie professionnelle

Pays/Type de coiffeur	Employeurs et salariés	Travailleurs indépendants n'ayant pas d'employés	Travailleurs indépendants opérant dans des salons avec salariés	Coiffeurs mobiles
DE	√ √	√ √	√ √	√ √
DK	√ √	√	√	√
FR	√ √	√ (√)	√ (√)	√ (√)
HU	√			
IT	√ √	√	√	√
NL	√ √			
SI	√ √	√ √	√ √	√ √
UK	√	√	√	√

Source: GHK (2011) informations collectées pour cette étude

Des informations intéressantes provenant d'Allemagne montrent que la note de risque appliquée au secteur de la coiffure pour calculer les cotisations d'assurance-maladie payables par les entreprises (et les travailleurs indépendants) du secteur a fortement baissé depuis l'introduction de règlements spécifiques au secteur en matière de santé et sécurité (qui ont contribué à la réduction des absences pour cause de maladie).

3.3.3 Incidence des maladies et accidents professionnels dans le secteur

L'équipe de l'étude n'a trouvé ni données comparables sur la fréquence des maladies et accidents professionnels, ni données ventilées selon les différents segments du marché. Les données disponibles indiquent que les dermatoses, les maladies des voies respiratoires et les TMS sont les principales maladies professionnelles à l'origine des arrêts de travail. Les deux premiers types de maladie sont nettement plus développés dans ce secteur que dans le reste de la population active. Dans pays où ces données sont disponibles, elles sont de cinq à 30 fois plus fréquentes.

Il existe un petit nombre de témoignages anecdotiques selon lesquels dans quelques pays l'incidence de telles maladies est plus élevée parmi les travailleurs indépendants, bien que cela ne soit pas corroboré par les données sur l'Allemagne qui mettent en lumière des niveaux de risque similaires (et surtout de réelles amélioration des performances en termes de santé et de sécurité des personnels au cours de la dernière décennie).

3.3.4 Coûts de mise en application de la législation relative à la santé et la sécurité

Aucune étude d'impact approfondie n'a examiné le coût de la mise en application de la réglementation relative à la santé et la sécurité dans le secteur. Selon les données de l'Allemagne sur les coûts ordinairement associés à la protection de la peau, ce coût ne représente que 1,2 % du chiffre d'affaires des entreprises du secteur. Les dépenses plus importantes (postes de travail ergonomiques, ventilation, éclairage, changements dans les pratiques de travail) n'ont pas été chiffrées.

3.4 Représentation des intérêts dans le secteur de la coiffure

Dans cinq des pays étudiés (Danemark, Allemagne, Hongrie, Slovaquie et Royaume-Uni), les employeurs sont représentés par une seule organisation patronale, en général strictement sectorielle et dans les trois autres pays (France, Italie et Pays-Bas) par deux ou trois organisations. Les travailleurs sont représentés par un certain nombre de syndicats différents dans quatre pays (Danemark, France, Italie et Pays-Bas) et dans quatre autres pays (Allemagne, Hongrie, Slovaquie et Royaume-Uni) par un syndicat unique.

A l'exception des syndicats des Pays-Bas et de Slovaquie, les organisations représentant les travailleurs ne couvrent généralement pas les travailleurs indépendants, tandis qu'à l'exception d'une organisation patronale en France, ces organes sectoriels ont tendance à représenter les coiffeurs indépendants (même ceux qui n'ont pas d'employés). On ne dispose d'aucune donnée sur le nombre des travailleurs indépendants affiliés à ces organisations.

Les coiffeurs mobiles ne sont généralement pas explicitement couverts par les organisations patronales ou syndicales, à l'exception d'un syndicat français et de deux organisations patronales françaises, d'une italienne et d'une néerlandaise.

La majorité des organisations patronales et syndicales sont impliquées dans la négociation collective et, dans certains cas, leur implication va au delà des négociations sur les termes et conditions d'emploi et concerne d'autres aspects relevant du dialogue social au niveau bipartite ou tripartite.

4 L'impact des diverses options possibles de champ d'application de l'accord-cadre

4.1 Introduction: part du secteur de la coiffure couverte par les différentes options de mise en application

L'équipe de l'étude a tout d'abord tenté d'évaluer la taille de la « population » du secteur qui serait affectée par les différentes alternatives de champ d'application de l'accord. Les principaux résultats sont résumés ci-dessous.

L'application de l'option 1 signifierait qu'à travers les huit pays de l'étude, un peu plus des trois quarts des forces de travail du secteur (autour de 76-79 %) seraient couvertes par les dispositions de l'accord-cadre (mais avec des variations allant de 14 % à 92 % selon les pays). En conséquence, l'impact de l'accord en termes à la fois de coûts et de bénéfices serait ressenti de manière très différente d'un pays à l'autre.

L'impact de l'application de l'option 2 est moins clair du fait du manqué de données précises sur le nombre de loueurs de fauteuils opérant dans le secteur dans les différents pays. Il est probable que l'échelle de l'impact soit relativement faible, vu que ce phénomène reste encore plutôt marginal mais en progression dans la plupart des pays.

La proportion supplémentaire d'individus travaillant dans le secteur qui seraient couverts par l'adoption de l'option 3 varie fortement d'un pays à l'autre, allant de près de 8 % (en Allemagne) à 86 % (en Hongrie) des forces de travail du secteur.

En ce qui concerne l'impact de l'option 4, la proportion de coiffeurs concernés serait relativement faible, bien que la part des coiffeurs mobiles dans l'ensemble des actifs du secteur soit nettement en hausse (atteignant même 23% des travailleurs du secteur dans un pays, les Pays-Bas).

4.2 L'impact économique of différentes options de champ d'application

L'examen de la situation actuelle révèle qu'il ne semble pas que l'application différenciée de la législation relative à la santé et la sécurité aux différents segments du secteur de la coiffure soit le principal facteur conditionnant la diversité des profils du secteur dans différents pays. En fait, il semble que cette diversité soit liée au climat économique global, aux mesures politiques et aux réglementations soutenant l'emploi indépendant et l'entrepreneuriat, ainsi qu'aux réglementations régissant la fiscalité et la TVA.

On dispose de très peu de preuves de l'impact de la législation relative à la santé et à la sécurité sur la structure des coûts dans le secteur. Selon les informations disponibles, il est peu probable que le coût des volets ordinaires de dépense requis par cette législation ait un impact sur la structure du marché dans le secteur. Néanmoins, il ne faut pas oublier que cela ne concerne que les dépenses relatives à des articles tels que les gants ou les crèmes de protection et qu'il n'est pas tenu compte des coûts des « choses plus chères » telles que les équipements ergonomiques, les systèmes d'éclairage et de ventilation ou l'impact des modifications des processus de travail. Une recherche plus approfondie serait nécessaire pour évaluer ces coûts et leur impact sur les différents types d'entreprises de coiffure.

4.3 Impact sur le marché du travail des différentes options de champ d'application

S'agissant des questions clés en matière d'impact, présentées à la section 1, il n'est pas possible d'établir de corrélations linéaires entre, d'une part, la structure de l'emploi dans le

secteur et, d'autre part, la couverture et le niveau de la législation relative à la santé et à la sécurité. La progression de l'emploi indépendant a essentiellement résulté de facteurs économiques et sociétaux, ainsi que des politiques d'incitation.

On dispose de peu de preuves corroborant l'existence d'un « effet d'éviction » vers des segments moins protégés du secteur, qui résulterait des améliorations de la législation relative à la santé et à la sécurité. Ceci dit, les données sur le coût de certains volets de dépense liés à la mise en application de l'accord-cadre (les équipements onéreux tels que les systèmes de ventilation, etc. ou les changements dans l'organisation du travail qui peuvent s'avérer nécessaires) sont insuffisantes pour être probantes.

Vu ce manque de preuves de l'existence d'un effet d'éviction, il est impossible de dire s'il est probable que l'application différenciée de l'accord aura un impact significatif sur les salaires, les conditions de travail et la négociation collective.

4.4 L'impact sur la santé et la sécurité au travail des coiffeurs et les régimes d'assurance du secteur

S'agissant de l'impact des différentes options de champ d'application de l'accord, il est important de noter que les maladies professionnelles, en particulier les dermatoses, les maladies des voies respiratoires et dans une certaine mesure les TMS, sont plus courantes dans ce secteur que dans l'ensemble de l'économie et peuvent être à l'origine d'arrêts de travail et de sorties relativement précoces du secteur. Dans les pays pour lesquels ces données sont disponibles, les dermatoses sont de 10 à 30 fois plus fréquentes que dans les autres professions et les TMS sont cinq fois plus fréquentes. Dans la plupart de ces pays, la durée moyenne d'appartenance au secteur est en dessous de la moyenne générale pour tous les secteurs. Au Danemark, par exemple, elle est de 8,4 ans (dont quatre ans de formation) et les maladies professionnelles y sont une cause importante de sortie du secteur.

En gardant à l'esprit la surreprésentation de certains types de maladies professionnelles dans ce secteur, le coût potentiel des arrêts de travail pour cause de maladie est une considération importante. Une étude néerlandaise a évalué le coût des absences pour cause de maladie professionnelle dans le secteur à près de 13 500 EUR par an et par travailleur affecté (aux Pays-Bas quelque 195 travailleurs par an sont sujets à ce type d'absences de longue durée).

Le risque de maladie professionnelle semble nettement plus élevé parmi les segments du secteur qui ne sont pas couverts par la législation sur la santé et la sécurité. Quelques témoignages anecdotiques suggèrent que l'incidence des problèmes de santé est plus élevée parmi les travailleurs indépendants et la conscience des risques pour la santé est plus faible que parmi les autres segments du secteur. Une étude réalisée aux Pays-Bas révèle que la connaissance du risque d'eczéma est inférieure de 10 % parmi les travailleurs indépendants sans employés que parmi les employeurs et leurs salariés (et de 20 % parmi les coiffeurs mobiles). Parallèlement, une étude menée en Allemagne a conclu qu'il y a peu de différences en termes de risque de maladie entre les salariés et les travailleurs indépendants du secteur (bien qu'elle ait mis en évidence une tendance croissante à des améliorations parmi les employés au cours de la dernière décennie).

5 Conclusions

Avant d'évaluer l'impact des différentes options possibles pour le champ d'application de l'accord, il faut souligner que cette évaluation est entravée par un certain nombre de difficultés liées à la disponibilité des données :

- La principale difficulté est liée au manque de données comparables sur la santé et la sécurité (incidence des accidents du travail et des maladies professionnelles). L'analyse n'ayant pu être fondée que sur des données concernant un petit nombre de pays, les comparaisons transnationales ont été difficiles et les comparaisons avec l'ensemble des secteurs n'ont été possibles que lorsque les données nationales étaient disponibles. Toute aussi problématique fut l'absence de données montrant les disparités entre les performances en termes de santé et de sécurité des différents segments du secteur (salariés, travailleurs indépendants, coiffeurs mobiles, etc.). En l'absence de telles informations, il est impossible de dresser un tableau de référence de l'impact des différents modèles de champ d'application de la législation relative à la santé et à la sécurité et donc d'évaluer de manière fiable l'impact probable sur la santé et la sécurité des différentes options possibles pour le champ d'application. On ne dispose que de témoignages anecdotiques, de quelques données sur les risques sanitaires pour les salariés et les travailleurs indépendants en Allemagne (qui montrent que les risques sont similaires mais que les performances se sont améliorées plus fortement parmi les salariés au cours de la dernière décennie), ainsi que d'une étude portant sur la sensibilisation aux risques pour la santé et la sécurité dans différents segments du secteur, qui semble conclure que les facteurs de risque sont plus élevés chez les travailleurs indépendants sans employés et chez les coiffeurs mobiles.
- On manque également de données ventilées comparables sur la plupart des autres aspects concernant la structure économique et l'emploi dans le secteur. Il a fallu utiliser des séries différentes de données nationales et transnationales pour les calculs, en conséquence de quoi même ces informations ne peuvent être considérées que comme des estimations indicatives.

Des recherches complémentaires seraient nécessaires en particulier pour savoir combien de pays de l'UE ont actuellement une législation relative à la santé et la sécurité qui couvre les travailleurs indépendants, combien de travailleurs indépendants sont couverts par l'assurance maladie professionnelle et dans combien de pays le secteur est fortement dominé par des travailleurs indépendants propriétaires-exploitants n'ayant aucun employé. Des données plus désagrégées sur les performances en matière de santé au travail des employés et des travailleurs indépendants du secteur seraient également intéressantes, car elles permettraient une meilleure estimation du coût des dépenses non récurrentes qui pourraient résulter de la mise en application du projet d'accord-cadre.

En l'absence de résultats de recherches plus approfondies, les conclusions relatives à la nécessité d'inclure différents types de travailleurs indépendants dans le champ d'application de l'accord sont les suivantes :

- Vu que le secteur se caractérise par la domination de l'emploi indépendant (en particulier les travailleurs indépendants propriétaires-exploitants n'ayant aucun employé), il semble contraire au bon sens d'exclure d'aussi vastes sections du secteur du champ d'application d'une importante réglementation relative à la santé et à la sécurité.
- A ce propos, il faut souligner que dans la majorité des pays couverts par cette étude, les coiffeurs indépendants sont déjà couverts par la législation existante relative à la santé et à la sécurité. La législation de l'UE couvrant les travailleurs indépendants du secteur ne ferait donc que confirmer la position actuelle dans la plupart des Etats membres.

Néanmoins, on a besoin de davantage d'informations sur la situation dans les Etats membres qui n'ont pas été étudiés. En effet, la non-inclusion par de nombreux d'Etats membres des travailleurs indépendants dans le champ d'application de cette législation fournirait un argument puissant en faveur de leur inclusion au niveau de l'UE, vu que l'exclusion de segments importants du secteur à travers l'UE aurait des probablement des conséquences néfastes en termes de santé et de sécurité.

- L'impact des différentes options de champ d'application sur les différents pays varie en fonction du cadre législatif en vigueur (et notamment de la couverture des travailleurs indépendants par la réglementation sur la santé et la sécurité et les régimes d'assurance-maladie professionnelle) et de la structure du secteur (ex. prédominance des salons exploités par leur propriétaire, etc.)
- Les comparaisons entre l'incidence des maladies professionnelles et des accidents du travail parmi les salariés et parmi les coiffeurs indépendants sont rares et dans une certaine mesure contradictoires. Les données sur l'Allemagne mettent en évidence des performances plutôt similaires (bien que les améliorations dans les performances en matière de santé et de sécurité aient été plus significatives parmi les salariés au cours de la dernière décennie). Par ailleurs, selon une étude menée aux Pays-Bas, il semble que les propriétaires-exploitants et les coiffeurs mobile aient moins conscience des risques en matière de santé et de sécurité, ce qui pourrait entraîner une incidence des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Dans les systèmes où tous les segments du secteur sont couverts par le même régime d'assurance-maladie professionnelle, toute mise en œuvre de l'accord excluant certains segments du secteur pourrait entraîner des distorsions actuarielles et une hausse potentielle des cotisations pour l'ensemble du secteur. Dans les systèmes où les travailleurs indépendants sont couverts par leur propre régime d'assurance obligatoire, une baisse des performances due à un manque d'améliorations des performances en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles (alors que d'autres segments du secteur seraient en progression) pourrait entraîner une hausse des cotisations, ce qui aurait un effet dissuasif. Dans les systèmes où l'assurance est facultative (et où le nombre de cotisants est faible), le coût retomberait sur l'Etat et les contribuables.
- Avec un coût moyen par arrêt-maladie estimé à près de 13 500 EUR par an, le coût des maladies professionnelles est extrêmement élevé dans le secteur du fait notamment que l'incidence de diverses maladies professionnelles y est considérablement plus élevée que dans l'ensemble de l'économie.
- S'agissant de l'impact des différentes options de champ d'application sur la structure économique et du marché de l'emploi du secteur, l'existence d'effets potentiel de distorsion ou d'éviction n'est pas prouvée et ne peut donc contribuer de manière significative aux recommandations sur le choix d'une des options possibles pour le champ d'application de l'accord. Les informations disponibles suggèrent que les tendances économiques et de l'emploi dans le secteur sont probablement liées à d'autres facteurs (autres que la réglementation relative à la santé et à la sécurité) dont le climat économique global, les politiques visant à stimuler le travail indépendant et l'entrepreneuriat, les dispositifs de TVA et la fiscalité des entreprises. Néanmoins, cette évaluation pourrait souffrir du manque de données sur le coût des dépenses exceptionnelles que pourrait entraîner la mise en application de l'accord. Des informations supplémentaires sont nécessaires en la matière.